Les Hutu du Burundi "peuple cible de génocide" selon le rapport Whitaker

@rib News, 29/04/20121972-2012.-Quarante ans de silence sur le gÃ©nocide des Hutu du Burundi.-A quand la reconnaissance officielle par les autoritÃ©s burundaisesÂ ?Contribution Ã la Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliationPar PerpÃ©tue NshimirimanaEnviron trois cent mille personnes ayant en commun le fait dâ€™appartenir Ã lâ€™ethnie Hutu ontÂ d Ã partir du 29 avril 1972 dans un contexte de quasi huis-clos. Câ€™est le gÃ©nocide de 1972 au Burundi. En effet, les enlÃ¨vements et les arrestations suivis de disparitions forcÃ©es se sont dÃ©roulÃ©s dans le calme et la tranquillitÃ©. Les responsables politiques et militaires de lâ€™Ã©poque, leurs divers soutiens, sont auteurs de massacre Ã grande Ã©chelle sur toute lâ€™Ã©tendue du pays. Ils se sont arrangÃ©s pour le rÃ©aliser sans faire de bruit, en maintenantÂ un semblant de vie normale dÃ©concertante pour quiconque aurait des soupÃ§ons sur le drame en cours.
Les futures victimes nâ€™ont pas trÃ¨s bien compris ce qui leur arrivait, malgrÃ© les soupÃ§ons infondÃ©s contre eux et les accusations colportÃ©es avec force. Câ€™Ã©tait le statut de coupable dÃ©signÃ© dâ€™office. Ces personnes nâ€™ont pas fu estimaient ne rien avoir Ã se reprocher quiÂ justifierait de quitter le pays. Elles ne se sont pas rÃ©voltÃ©es, non plus, parce quâ€™aucune raison comprise de le faire ne sautait aux yeux. A ce moment, personne ne percevaitÂ queÂ la cadence des arrestations Ã©tait programmÃ©e de longue date.Â Câ€™Ã©tait une organisation avec des rÃ©sultatsÂ mathÃ©matiques. TrÃ gens ont eu le temps dâ€™alerter convenablement les autres. Lâ€™astuce Ã©tait simpleÂ : les futures victimes Ã©taient invitÃ© rendre Ã des lieux administratifs pour rÃ©pondre Ã quelques questions sur les Ã©vÃ©nements entendus. Elles ne connaissaient pas le contenu des interrogatoires ni le sens, en rÃ©alitÃ©, de la convocation. Convaincues de la rapiditÃ© de lâ€™entretien,Â le temps de prouver leur bonne foi et leur innocence, elles y sont allÃ©es tÃªte normale, sans mÃ©fiance, en to ignorance du piÃ¨ge. Câ€™Ã©tait un voyage en aller simple vers la fin de vie dans des conditions atroces. Ainsi, des arrestations se sont Ã©talÃ©es sur plus dâ€™une annÃ©e dâ€™avril 1972 Ã la fin de lâ€™annÃ©e 1973.Â Tout ce que le Bu force vive dâ€™intellectuels Hutu, de fonctionnaires du public et du privÃ©, des prÃªtres, des commerÃ§ants,Â des Ã©lÃ¨ves, d Ã©tudiants et mÃªme des paysans, a disparu sans laisser de trace. Ces arrestations ont Ã©tÃ© suivies systÃ©matiquement de spoliation des biens meubles et immeubles des personnes concernÃ©es.DÃ¨s 1972, le prÃ©sident des Etats-Unis et son Conseiller Ã la DÃ©fense nationale, Henry Kissinger qui sera par la suite secrÃ©taire dâ€™Etat, ont Ã©tÃ© parmi les premiers responsables politiques internationaux Ã qualifier dans leurs Ã©crits lâ€™acte de Â«Â gÃ©nocideÂ Â» opÃ©rÃ© la mÃªme ann autoritÃ©s burundaises, comme le montre cet extraitÂ :PhotoÂ : Le PrÃ©sident Nixon et Henry Kissinger, en 1972[1] Source illustrationÂ : http://burundi-agnews.org/news.php?ID=834&G=N&L=ENGÂ Dans un mÃ©morandum datÃ© du 20 septembre 1972, lâ€™ancien secrÃ©taire dâ€™Etat amÃ©ricain avait relevÃ© que la Belgique, ancien colonisateur du Burundi avait publiq dÃ©noncÃ© le gÃ©nocide de 1972 et avait arrÃªtÃ© sa coopÃ©ration militaire. Dans le mÃªme document, Henry Kissinger a qualifiÃ© les officiels burundais de lâ€™Ã©poque, responsables du gÃ©nocide en cours, de Â«Â bouchersÂ Â» (voir extrait[2]). ans plus tard, en 1985, le rapport Whitaker[3] qualifiait de gÃ©nocide, les massacres perpÃ©trÃ©s au Burundi en 1972 mais Ã©galement ceux de 1965. A titre de rappel ce rapport ditÃ :Â Â«Â En matiÃ¨re de gÃ©nocide, le 20Ã¨me siÃ¨cle se distinguait par le fait que ce crime est commis de sang-froid sur un ordre donnÃ© dÃ©libÃ©rÃ©ment par les dÃ©tenteurs dâ€™un pouvoir politique despotique et que ses auteurs emploient toutes les ressources de la technologie et de lâ€™organisation actuelles pour exÃ©cuter complÃ¨tement et systÃ©matiquement leurs plans meurtriers. Lâ€™aberration nazie nâ€™est malheureusemen le seul cas de gÃ©nocide au 20Ã¨me siÃ¨cle. On peut rappeler aussi le massacre des Hereros en 1904 par les Allemands, le massacre des ArmÃ©niens par les Ottomans en 1915-1916, le pogrom ukrainien en 1919 contre les Juifs, le massacre des Hutu par les Tutsi au Burundi en 1965 et en 1972, le massacre au Paraguay des Indiens AchÃ© avant 1974, le massacre auquel les Khmers rouges se sont livrÃ©s au Kampuchea entre 1975 et 1978 et actuellement le massacre des Bahaâ€™is par les IraniensÂ Â».[4]Les Hutu du BurundiÂ et les ArmÃ©niens de Turquie, ont Ã©tÃ© rÃ©pertoriÃ©s par le rapp Whitaker comme peuple cible de gÃ©nocide. Ils ontÂ en commun le fait que les deux gÃ©nocides ne sont pas encore reconnus officiellement par leurs pays respectifs. Entre-temps, chacun dans la mesure de ses possibilitÃ©s,Â sâ€™est engagÃ pour que la communautÃ© internationale donne suite Ã cette lacune dans le sens dâ€™une justice efficace Ã rendre face aux crimes documentÃ©s mais toujours impunis.A la publication du Rapport Whitaker en 1985, le Burundi Ã©tait prÃ©sidÃ© par le colonel Jean-Baptiste Bagaza. En avril 1972, il est chef dâ€™Ã©tat-major adjoint de lâ€™armÃ©e burundaise. De maniÃ¨re cer il a pris une part active dans la mise en Å“uvre du projet criminel.Â Curieusement, le rapport Whitaker est restÃ© coincÃ© dans les tiroirs onusiens et de nombreuses annÃ©es sont passÃ©es avant que les victimes Hutu nâ€™apprennent son existence. Le pouvoir du colonel Bagaza, reprÃ©sentÃ© dans les diffÃ©rentes instances internationales, ne sâ€™estÂ pas pressÃ© deÂ le p la connaissance des Barundi et du monde entier. Aucune protestation de la part du gouvernement, Ã ma connaissance, nâ€™a Ã©tÃ© formulÃ©e. PourquoiÂ participer Ã sa propre condamnationÂ par des polÃ©miques intenables? Bien au contra intÃ©rÃªt a Ã©tÃ© que le rapport reste inaccessible le plus longtemps possible. Mission accomplie.Dans le cadre de la coopÃ©ration internationale,Â de nombreux europÃ©ens Ã©taient prÃ©sents au Burundi au moment du gÃ©nocide de 1972-19 Ils occupaient des postes dans lâ€™enseignement, dans les diffÃ©rents ministÃ¨res, dans la coopÃ©ration technique etc. Ils on Ã©tÃ© tÃ©moins directs des drames. Certains europÃ©ens ont perdu des amis, des collaborateurs etc. et ont Ã©tÃ© profondÃ touchÃ©s par la disparition brutale dâ€™une partie de la population burundaise. Ils nâ€™ont pas compris les raisons exactes de cette hÃ©morragie.Un franÃ§ais, enseignant Ã lâ€™Ecole Technique Secondaire de Kamenge (E.T.S.), qui garde lâ€™anonym aujourdâ€™hui, conscient Ã lâ€™Ã©poque dâ€™Ãªtre spectateur de lâ€™horreur, a tenu un journal sur le quotidien des Ã©vÃ 1972.Â Un intermÃ©diaire, avec son consentement,Â mâ€™a fait parvenir ses notes.Â Je vous livre quelques extraits.-Le 21 m 1972 et les jours suivants, il a Ã©crit :Â«Â Depuis une semaine, la rÃ©pression qui fait suite Ã la rÃ©bellion du 29 avril sâ€™es considÃ©rablement aggravÃ©e. Elle prend lâ€™allure dâ€™une Ã©limination systÃ©matique des intellectuels Hutu et, en gÃ©n tous ceux qui savent quelque chose ou possÃ¨dent quelques biens. Dans la capitale, les arrestations et les exÃ©cutions sommaires se poursuivent. ExcitÃ©s par la Voix de la RÃ©volution (la radio nationale) qui encourage Â«Â les forces vives de la nation Ã dÃ©busquer les ennemis du peupleÂ Â», les Tutsi, surtout les membres du parti UPRONA (Union pour le ProgrÃ¨s National, parti unique), dÃ©noncent tous les Hutu quâ€™ils connaissent, collÃ¨gues de travail, subordonnÃ©s,

supÃ©rieurs, voisins, condisciplesâ€¦Dans les Ã©coles, des batailles rangÃ©es opposent les enfants des deux ethniesÂ ; ainsi e
est-il au CollÃ¨ge du Saint-Esprit (JÃ©suites),Â Ã lâ€™AthÃ©nÃ©e, Ã lâ€™Ecole Normale de lâ€™Etat de Ngagara oÃ¹ des b
nuit du 18Â au 19 (mai) ont fait 5 morts. A lâ€™Ecole Normale SupÃ©rieure, crÃ©Ã©e et encadrÃ©e par lâ€™Organisation des
Unies pour lâ€™Education, la Science et la Culture, lâ€™UNESCO, 60% des Ã©lÃ¨ves ont disparu. A lâ€™Ecole Nationale
dâ€™Administration, 40 Ã©lÃ¨ves sont manquants, dont une vingtaine officiellement arrÃªtÃ©s.Le 17 mai, lâ€™Ecole Technique
Secondaire de Kamenge a Ã©tÃ© encerclÃ©e par la troupe. Quarante-cinq noms figuraient sur la liste des arrestations, mais
22 en fuite nâ€™ont pas rÃ©pondu Ã lâ€™appel. Les autres, parmi lesquels des enfants de 13 Ã 14 ans,Â jetÃ©s dans les ca
piÃ©tinÃ©s par les soldats, ne reviendront plus. On a appris que parfois, les prisonniers ne sont mÃªme pas dÃ©barquÃ©s. TuÃ
Ã coup de baÃ¯onnette, ils sont aussitÃ´t emmenÃ©s au charnier de la plaine de la Ruzizi.Les nouvelles de lâ€™intÃ©rieur son
semblablesÂ : partout, mÃªme dans les provinces Ã©pargnÃ©es par la rÃ©bellion, les Ã©lÃ¨ves Hutu sont Ã©liminÃ©s. Les
enseignants, les religieux sont particuliÃ¨rement frappÃ©s et, bien sÃ»r, la masse paysanne impuissante.Â Â»Sur la rÃ©action
des autoritÃ©s burundaises,Â le tÃ©moin a poursuiviÂ :Â Â«Â Le directeur gÃ©nÃ©ral des Affaires Ã©trangÃ¨res faisant fonctio
Ministre, M. (Melchior) Bwakira[5] a accordÃ© une interview Ã des journalistes de la tÃ©lÃ©vision belge. Il a dÃ©noncÃ© le
gÃ©nocide dont Ã©tait menacÃ©e lâ€™une des ethnies nationales. GÃ©nocide organisÃ© par des rebelles, soutenus et encou
par des puissances Ã©trangÃ¨res impÃ©rialistes. Le schÃ©ma est classique. Certes, nul ne doute quâ€™une victoire des rebell
eut Ã©tÃ© sanglante elle-aussi. On ne pense pas cependant que lâ€™Ã©lite des vaincus aurait Ã©tÃ© aussi froidement massa
encore que les rÃ©pressions de 65 et 69 nâ€™inclinaient pas au pardon. M. Bwakira accuse les ennemis dâ€™avoir voulu
renverser lâ€™ordre Ã©tabli. Quel ordre Ã©tabliÂ ? Les Hutu reprÃ©sentent 85% de la population, les Tutsi 15% (sans compter
quelques milliers de pygmÃ©es-Twa). La rÃ©partition des responsabilitÃ©s du pouvoir, des richesses et des chances de
promotion Ã©tait pratiquement inversÃ©eÂ : 3 ministresÂ sur 14 Ã©taient Hutu, le cinquiÃ¨me Ã peine des fonctionnaires, moin
de la moitiÃ© des Ã©tudiants. Sans doute M. Bwakira a-t-il rÃ©pondu Ã une question des journalistes belges, quâ€™il approuv
lâ€™opinion du prÃ©sident Mobutu (du ZaÃ¯re) selon laquelle la notion de dÃ©mocratie nâ€™avait pas le mÃªme sens en Afric
quâ€™en Europe. On accuse maintenant les Ã©trangers dâ€™avoir crÃ©Ã© le problÃ¨me ethnique et dâ€™avoir rompu une en
les deux ethnies, câ€™est vrai.Â Il y a moins dâ€™un siÃ¨cle il nâ€™y avait pas non plus de problÃ¨me ouvrier en Europe, jusq
oÃ¹ la masse exploitÃ©eÂ a pris conscience de son Ã©tat. Si le prÃ©sent est tragique, lâ€™avenir le sera encore plus. 500.000
Tutsi neÂ pourrontÂ Ã©ternellement Ã©craser leurs 3 millions de compatriotes. Il y aura Â«Â une prochaine foisÂ Â» et dâ€™a
encore, jusquâ€™Ã ce que la victoire change de mains. Et ce jour-lÃ , les pays amis qui se taisent aujourdâ€™hui devant les ab
de la rÃ©pression, auront perdu le droit de parler. Les nations sont-elles donc si peu unies que soit Ã©touffÃ©e la voix des
hommes de bonne volontÃ©Â ?Â Â»AmÃ©dÃ©e Kabugubugu, arrÃªtÃ© prÃ¨s de la ville de Ngozi. Il Ã©tait en route pour retirer
laissez-passer. Le tÃ©moin a relatÃ© les circonstances :Â«Â Quatorze prÃªtres liquidÃ©s (dont un Tutsi) dont Kayoya, Ã©crivai
Les prisonniers sont xÃ©cutÃ©s Ã la baÃ¯onnette. Les Ã©vÃªques Hutu nâ€™ont pas de laissez-passer et nâ€™ont pu se ren
confÃ©rence Ã©piscopaleÂ Â» Â«Â DÃ¨s le dÃ©but, tous les fonctionnaires Hutu furent arrÃªtÃ©s ainsi que les quelques profes
dans lâ€™enseignement secondaire. Parmi ceux-ci les 3 ministres Hutu (Travaux Publics, Affaires sociales et Fonction
Publique), le directeur de lâ€™enseignement Boyayo, le directeur de la poste (si aimable), M. AmÃ©dÃ©e Kabugubugu
(professeur Ã lâ€™universitÃ©, directeur au ministÃ¨re des Affaires sociales) arrÃªtÃ© par un barrage prÃ¨s de Ngozi alors quâ
allait chercher un laissez-passer. Il venait de participer Ã une retraite avec quelques autres foyers europÃ©ens. Il fut arrÃªtÃ©
devant ceux-ci, puis, emmenÃ© Ã Kitega. Quelque temps plus tard, sa femme reÃ§ut des condolÃ©ances de la part des
autoritÃ©sÂ : câ€™Ã©tait une erreurÂ !Les professeurs du secondaire Stanislas Kasa, le seul professeur Hutu au CollÃ¨ge du S
Esprit, ArthÃ©mon Ndabahariye et Albert Mafiyiti, professeur Ã lâ€™E.T.S. etc.Maintenant dans les bureaux, on ne rencontre
que des Tutsi, beaucoup de places sont inoccupÃ©es, Ã la poste des guichets sont fermÃ©s.A la librairie Saint-Paul, une
vendeuse a Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e (son mari avait dÃ©jÃ disparu lors des Ã©vÃ©nements prÃ©cÃ©dents), deux autres sont veuves
venait de se remarier depuis 18 jours)Â Â».Source photo KabugubuguÂ : Laurent Kavakure. Le conflit burundais II. La
tragÃ©die de 1972. Editions du Centre Ubuntu. Octobre 2002. P 224Dans les Ã©coles, les mÃªmes drames. Le tÃ©moin
franÃ§ais sâ€™est indignÃ©Â :Â«Â Les Ã©coles sont encerclÃ©es par lâ€™armÃ©e, chacune Ã son tourÂ :-Â Â Â Â Â Â Â Â
des Ã©tudiants ont Ã©tÃ© liquidÃ©s. Il ne reste pas un Hutu (le dernier a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© dans la semaine du 14 au 21-Â Â Â Â
lâ€™E.N.S. (Ecole Normale SupÃ©rieure), il ne reste plus que 58 Ã©lÃ¨ves sur 130 (Ã©cole crÃ©Ã©e et encadrÃ©e par lâ€™U
Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Ã€ lâ€™E.N.A. (Ecole Nationale dâ€™Administration), 40 Ã©lÃ¨ves sont manquants-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Ã€
bagarres ont eu lieu entre Ã©lÃ¨ves. Un abbÃ© soigna les blessÃ©s. On lâ€™accusa de semer la division (!). Les fuyards de
cette Ã©cole furent pourchassÃ©s par la J.R.R. (Jeunesse RÃ©volutionnaire Rwagasore, mouvement de jeunesse du parti
UPRONA) et emmenÃ©sâ€¦-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Ã€ lâ€™E.N.E. (Ecole Normale de lâ€™Etat), des bagarres ont eu lieu dans la
et il y aurait entre 5 et 10 morts-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Au CollÃ¨ge du Saint-Esprit, des bagarres ont Ã©galement eu lieu. Il y a eu t
Ã©lÃ¨ves arrÃªtÃ©s. Le tour de cette Ã©cole nâ€™est pas encore venu.-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Ã€ lâ€™E.T.S. (Ecole Technique S
Kamenge), les Hutu des grandes classes avaient dÃ©jÃ Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s dÃ¨s le dÃ©but des Ã©vÃ©nements ainsi que 14 pro
et 5 surveillants. Le mercredi 17, la troupe encercla lâ€™Ã©cole. La veille, les Ã©lÃ¨ves Hutu, alertÃ©s par les bruits qui
circulaient, sâ€™Ã©taient enfuis dans la brousse. Le directeur de lâ€™enseignement affirma que lâ€™armÃ©e ne viendrait pas
et notre directeur fit revenir les Ã©lÃ¨ves (quelques uns restÃ¨rent cachÃ©s). Mais, Ã 8H30 du matin, les Ã©lÃ¨ves furent
rassemblÃ©s sur la pelouse assis par terre et les professeurs africains et europÃ©ens debout derriÃ¨re. 45 noms furent
appelÃ©s dont deux professeurs. Mais 22 nâ€™ont pas rÃ©pondu Ã lâ€™appel. Les autres ont Ã©tÃ© jetÃ©s dans des camio
contre terre, puis piÃ©tinÃ©s par les soldats. Aucun ne reviendra.Les listes sont Ã©tablies par des mouchards qui existent
partout. Nâ€™importe qui peut dÃ©noncer nâ€™importe qui. On ne vÃ©rifie pas les accusations. TrÃ¨s peu sont ceux qui essay
de fuir. FatalismeÂ ? RÃ©signationÂ ?Â Â»Dans les centres de soins et les hÃ´pitaux, les mÃ©decins ne sont plus libres de
soigner selon lâ€™Ã©thique de la corporation. La J.R.R. (Jeunesse RÃ©volutionnaire Rwagasore, mouvement intÃ©grÃ© au pa
UPRONA) dirigÃ©e en mai 1972 par Emile Mworoha[6] joue un rÃ´le majeur dans lâ€™exÃ©cution du gÃ©nocide.Â«Â La J.R.R
(Jeunesse RÃ©volutionnaire Rwagasore, mouvement intÃ©grÃ© au parti UPRONA) est chargÃ©e de dÃ©pister Â«Â les fauteur
troubleÂ Â», câ€™est-Ã -dire tous les Hutu. On peut imaginer tous les rÃ¨glements de compte qui peuvent sâ€™opÃ©rer. Les p

touchÃ©s sont ceux qui savent quelque chose et possÃ¨dent quelques biens. Dans certaines rÃ©gions, ce sont ceux qui possÃ¨dent une maison avec un toit en tÃ´les qui sont tuÃ©s. Si dans une famille le mari est arrÃªtÃ©, les biens sont saisis, la femme et les enfants jetÃ©s Ã la rue et le compte en banque bloquÃ©. Les Â«Â accusÃ©sÂ Â» ne peuvent pas entrer en conta avec un prÃªtre avant de mourir.Dans les hÃ´pitaux, les mÃ©decins ne peuvent pas soigner qui ils veulent. Un mÃ©decin russe qui Ã©tait en train dâ€™opÃ©rer un blessÃ© a vu entrer dans la salle dâ€™opÃ©ration des soldats qui, aussitÃ´t, ont tuÃ Le docteur a donnÃ© sa dÃ©mission qui ensuite a Ã©tÃ© refusÃ©e par lâ€™ambassade de RussieÂ Â».Partout, une dÃ©solat et desÂ drames sont rÃ©pertoriÃ©s Ã travers le pays. Le tÃ©moin a comptabilisÃ©Â : Â«Â -Batailles des filles dans un home.- chaque Ã©tablissement, des personnes sont payÃ©es par la suite pour Ã©pier les autres.-La rÃ©gion sud du pays est maintenant un dÃ©sertÂ : dans la premiÃ¨re phase, les Tutsi ont Ã©tÃ© massacrÃ©s, puis, dans une deuxiÃ¨me phase les Hutu sont liquidÃ©s par lâ€™armÃ©e et la J.R.R.-Aucun organisme de secours ne peut distribuer des mÃ©dicaments et des vivres. Câ€™est exclusivement la J.R.R. qui en est chargÃ©e. De source sÃ»re, les mÃ©dicaments donnÃ©s se vendent.-Les rÃ©gion ont Ã©tÃ© les plus touchÃ©es pendant les Ã©vÃ©nements de 1965 sont aujourdâ€™hui des plus calmes. A Bukeye, les gens o formÃ© un comitÃ© interdisant aux personnes extÃ©rieures Ã la commune dâ€™arrÃªter des gens. A Kiganda, le gouverneur militaire est venu exciter la population mais celle-ci veut rester calme.-Des barriÃ¨res tenues par la J.R.R. sont placÃ©es dans tout le pays, si bien que les gens de lâ€™intÃ©rieur ne savent pas ce qui se passe Ã Bujumbura. Les Ã©vÃªques nâ€™on de laissez-passer et ne peuvent se rÃ©unir.-Silence de lâ€™ambassade de France.-Les militaires de la coopÃ©ration continuen leur travail et participent indirectement Ã la rÃ©pression.Â Â»(â€¦)Ceux qui pensent que la Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©concil est une entreprise Â«Â trop compliquÃ©eÂ Â» se trompent Ã©normÃ©ment. La Commission VÃ©ritÃ© est en action Ã partir du premier jour de sa crÃ©ation en 2000. Depuis, les Burundais en cercles privÃ©s en ont parlÃ© et en parlent encore. Ils alimentent par des souvenirs ou des rÃ©vÃ©lations sur bien des aspects mÃ©connus ou ignorÃ©s de la politique et de la sociÃ©tÃ© du Burundi.Â OÃ¹ Ã©tiez-vous pendant les diffÃ©rentes pÃ©riodes de violences prÃ©sentÃ©es comme ethnique en 1965, 1972, 1988, 1991, 1993 et suivantsÂ ? Quâ€™avez-vous faitÂ ? Quâ€™avez-vous vuÂ et entendu sur votre lieu de trava votre Ã©cole, sur votre avenue, dans votre quartier, dans votre commune, dans votre provinceÂ ?Quâ€™ont-ils rÃ©ellement Â«Â gagnÃ©Â Â» Ã entretenir tant de violenceÂ ?Un compte-rendu public sur toutes ces pÃ©riodes sombres de lâ€™histoire d Burundi est nÃ©cessaire dans un cadre Ã©lÃ©mentaire de restitution de la VÃ©ritÃ©, face au pays lui-mÃªme et ses citoyens. E plus, les divers partenaires et les diffÃ©rents pays avec qui le Burundi est en relation, ont le droit de comprendre la dÃ©finition exacte des problÃ¨mes rÃ©currents. Pourquoi câ€™est toujours violent et compliquÃ© chez vousÂ ? Qui complique Burundi ne pourra pas faire lâ€™Ã©conomie de ce travail de mÃ©moire. Les Etats-Unis, la Belgique, le rapport Whitaker, pour ne citer que ceux-lÃ ,Â ont reconnu lâ€™exÃ©cution dâ€™un gÃ©nocideÂ contre les Hutu du Burundi en 1972. Quâ€™attend pour le faireÂ ? PerpÃ©tue NshimirimanaLausanne, le 29 avril 2012. [1] http://www.stripes.com/blogs/archive-photo-of-the-day/archive-photo-of-the-day-1.9717/president-nixon-and-henry-kissinger-1972-1.129224[2] extraitÂ :(â€¦) â€œThis is one of the most cynical, callous reactions of a great government to a terrible human tragedy I have ever seen. When Paks try to put down a rebellion in East Pakistan, the world screams. When Indians kill a few thousand Paks, no one cares. Biafra stirs us because of Catholics; the Israeli Olympics because of Jews; the North Vietnam bombings because of Communist leanings in our establishment. But when 100,000 (one-third of all the people of a black country) are murdered, we say and do nothing because we must not make blacks look bad (except, of course, when Catholic blacks are killed).I do not buy this double standard. Tell the weak sisters in the African Bureau of State to give a recommendation as to how we can at least show moral outrage. And let's begin by calling back our Ambassador immediately for consultation. Under no circumstances will I appoint a new Ambassador to present credentials to these butchers.â€• (â€¦)1ýSource: National Archives,ýNixonýPresidential Materials,ýNSCýFiles, Box 735, Country Files, Africa, Burundi, Vol. I. Administratively Confidential. Drafted by F. E. Rondon and based on a report that he and Richard Kennedy forwarded toýKissingerýon September 20. (Ibid.) The memorandum is stamped: ýThe President Has Seen.ý The President hand wrote a lengthy note on page two of the memorandum, which was transcribed in the White House on September 21. The transcription is included as part of the document.[3] Rapport de M. Benjamin Whitaker. Conseil Ã©conomique et social des Nations unies sur les droits de lâ€™homme. 2 juillet 1985[4] Jean-Marie Sindayigaya. Grands LacsÂ : DÃ©mocratie ou EthnocratieÂ ? Lâ€™Harmattan, 1998. P 111-112[5] Melchior Bwakira, acteur et multi-bÃ©nÃ©ficiaire du gÃ©nocide des Hutus du Burundi de 1972-1973. Pour rappel, il devient ministre des Transports, TÃ©lÃ©communication et AÃ©ronautiqueÂ aprÃ¨s avril 1972 jusquâ€™en 1974.Â -Ministre des Affaires Ã©trangÃ¨resÂ de 1975-1976.Â -Ambassadeur de 1978-1986 et deÂ 1997-2001. - Diplomate jusquâ€™en 2001. (â€¦) Il dÃ©cÃ¨de en 2009.[6](Â â€¦)PhotoÂ : Emile Mworoha, co-auteur et multi-bÃ©nÃ©ficiaire d GÃ©nocide des Hutu du Burundi. DÃ©jÃ secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de la J.R.R. en 1972, il est sur ce clichÃ© de 1984, secrÃ©tai gÃ©nÃ©ral du parti UPRONA. En 2001, Â«Â historienÂ Â», il interviewe, pour Jean-Pierre ChrÃ©tien et Jean FranÃ§ois Dupaqu Thomas Ndabemeye, le chef dâ€™Ã©tat major de lâ€™armÃ©e burundaise,Â lui aussi co-auteur du gÃ©nocide de 1972-1973. photoÂ :Â Â http://www.idcpc.org.cn/english/album/cornerstone_e/2-2-18.htm Jean-Pierre ChrÃ©tien et Jean FranÃ§ois Dupaquier ont Ã©crit Â«Â Burundi 1972. Au bord des gÃ©nocidesÂ Â», Ã©ditions Karthala, mars 2007.Dans le cadre de lâ€™o les auteurs rÃ©aliseront, en 2006 Ã Paris, une interview dâ€™Emile Mworoha, acteur et tÃ©moin du gÃ©nocide des Hutu de 19 1973. Emile Mworoha a occupÃ© plusieurs fonctionsÂ :-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de la Jeunesse RÃ©volutionnaire RwagasoreÂ (J.R.R.) enÂ 1972 au plus fort de lâ€™exÃ©cution du gÃ©nocide.-Ministre de la jeunesse, des sports et de la Culture de 1976 Â mai 1978. (â€¦)-PrÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale de 1982 Ã 1987 sous la prÃ©sidence de Jean-Baptiste Bagaza, (â€ DÃ©putÃ© de lâ€™UPRONA depuis les annÃ©es 2000 et actuel prÃ©sident de la Commission des Â«Â sagesÂ Â» de lâ€™UP Une carriÃ¨re dâ€™historien, universitaire. Principalement, professeur Ã lâ€™universitÃ© du Burundi. Mais, Ã©galement cherch enseignant (Burundi, Afrique, Francophonie, UNESCO, Bujumbura, Paris, Bordeaux, Pau, etc.). (â€¦)En janvier 2012, il sâ€™exprime publiquement en qualitÃ© de PrÃ©sident de la Commission internationale pour la rÃ©Ã©criture de lâ€™Histoire d (UNESCO) (â€¦)-Une carriÃ¨re de fonctionnaire (Francophonie) et de consultant international Directeur gÃ©nÃ©ral de la culture et la communication, directeur gÃ©nÃ©ral des politiques et de la planification Ã lâ€™Agence de coopÃ©ration culturelle technique (A.C.C.T.).Â (â€¦)